

**Sous-section 4.—Le marché des obligations\***

**Ventes d'obligations canadiennes.**—Les gouvernements et les sociétés canadiens ont emprunté un total de 3,326 millions de dollars sur le marché des obligations en 1966, somme considérablement plus élevée que les 1,976 millions empruntés en 1965. Même si l'ensemble des épargnes était plus élevé cette dernière année, les investissements l'étaient encore plus et la demande de fonds qui ont résulté de cette situation ont imposé de fortes pressions sur le marché financier. En contraste avec 1965, où le gouvernement fédéral a opéré de nets retraits d'obligations, une somme de 430 millions de dollars d'obligations a été émise en 1966. Comme par le passé, l'ensemble des nouvelles émissions se présentait sous forme d'obligations non négociables, principalement des obligations d'épargne du Canada.

En 1966, le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec ont fourni aux provinces une nouvelle source importante de fonds. Durant l'année, le Régime de pensions du Canada a fait l'achat de 462 millions de dollars d'obligations provinciales spéciales et le Régime des rentes du Québec a rapporté 183 millions dont la majeure partie a été affectée à l'achat d'obligations provinciales et municipales. En 1966, les ventes d'obligations des gouvernements provinciaux, y compris les achats des Régimes de pension, ont doublé celles de 1965.

Les emprunts des gouvernements municipaux, par l'intermédiaire du marché des obligations, ont été plus élevés qu'en 1965, mais se rapprochent sensiblement de la moyenne des cinq années précédentes. Un important montant, presque 100 millions, a été emprunté des banques à charte.

En 1966, les dépenses d'investissement des entreprises, ont largement dépassé leurs épargnes aux postes des recettes retenues et de l'amortissement. Les émissions nettes d'obligations se chiffraient à 908 millions de dollars, somme supérieure à celle de toute année antérieure sauf 1965. Les émissions d'obligations auraient probablement été encore plus importantes si les fonds n'avaient pas été aussi rares et dispendieux. Les taux d'intérêt sur les obligations à long terme sont passés de 6.05 p. 100 en décembre 1965, à 6.83 p. 100 en décembre 1966. Les émissions d'effets de sociétés de finance et d'autres effets de commerce à court terme se chiffraient à 120 millions, comparativement à un retrait net de 282 millions en 1965, alors que le marché de l'argent à court terme était perturbé par l'imposition des normes aux États-Unis et par le défaut de l'*Atlantic Acceptance Corporation* de s'acquitter de ses engagements. Les prêts bancaires aux entreprises ont accusé une hausse de 400 millions en 1966, et l'investissement direct a augmenté de 660 millions.

**Obligations en cours.**—Les obligations gouvernementales et commerciales en cours atteignaient le chiffre de 51,686 millions de dollars à la fin de 1966, soit une hausse de 6 p. 100 sur 1965 et de 18 p. 100 par rapport à 1963. Durant la période 1963-1966, la plus forte augmentation était celle de 33 p. 100 marquée par les obligations en cours des sociétés, suivie de près par les obligations provinciales (31 p. 100). Le total des obligations en cours comprend des bons du Trésor, des effets de sociétés de finance et autres effets commerciaux à court terme; il n'inclut pas les dépôts à terme, les titres et les obligations des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires, qui s'élevaient à près de 4 milliards de dollars à la fin de 1966, et exclut également la dette hypothécaire évaluée par la Société centrale d'hypothèques et de logement, à la fin de 1965, à plus de 20 milliards de dollars.

\* Rédigé (février 1968) par le Coordonnateur, statistiques financières, Bureau fédéral de la statistique, à partir de données publiées par la Banque du Canada et provenant des documents budgétaires du 1<sup>er</sup> juin 1967.